

Particuliers

Publié le 19/11/2022 – Mis à jour le 06/03/2023

Comment adopter un enfant à l'étranger ?

Suspensions des adoptions internationales dans certains pays – 22 mai 2023

Les procédures d'adoption internationale par toute personne résidant en France **sont suspendues** :

Jusqu'au 31 décembre 2025 concernant les enfants ayant leur résidence habituelle en **Ukraine**

Jusqu'à nouvel ordre concernant les enfants ayant leur résidence habituelle au **Burkina Faso**, en **Dominique**, en **Haïti**, à **Madagascar**, au **Mali**, en **République centrafricaine**, en **République démocratique du Congo** et en **Russie**.

A compter du 28 août 2024 concernant les enfants de la **République populaire de Chine**. Les adoptions des enfants du conjoint et des enfants de parents collatéraux jusqu'au troisième degré restent possibles.

Quelles sont les démarches préalables pour adopter un enfant à l'étranger ?

Qui peut adopter ?

Pour adopter un enfant à l'étranger, Il faut **respecter** à la fois la **législation en vigueur en France** (condition d'âge, marié(e) ou non, vivant seul(e) ou en couple) et **celle de chaque pays d'origine**.

Quelles conditions sont requises ?

Vous devez obtenir un agrément. Il est délivré par le service d'aide sociale à l'enfance (ASE) de votre département.

Où s'adresser ?

Services du département

Vous devez **obligatoirement** vous adresser à l'**Agence française de l'adoption (AFA)** ou à un **organisme autorisé pour l'adoption (OAA)**.

Où s'adresser ?

Agence française de l'adoption (Afa)

Informe, conseille et accompagne les familles dans leur projet d'adoption d'un enfant étranger.

Par téléphone

+33 (0)1 44 78 61 40

Les mardi, mercredi et jeudi de 9h30 à 17h30

Les lundi et vendredi de 9h30 à 12h30 et de 14h à 17h30

Par courrier

63 bis boulevard Bessières

75017 Paris

Sur place

Pour tout entretien sur place, nous vous invitons à solliciter un rendez-vous.

À savoir

en général, l'adoption d'un enfant étranger ne peut être accordée **qu'en l'absence de solution pour lui dans son pays d'origine**. Il faut que la loi du pays de l'enfant autorise l'adoption.

Comment faire reconnaître l'adoption en France ?

Lorsque l'adoption est **légalement prononcée à l'étranger**, elle est **reconnue en France**.

Vous devez alors adresser une **demande de transcription au procureur de la République du tribunal judiciaire de Nantes**.

Où s'adresser ?

Tribunal de Nantes

Cette demande se présente sous la forme d'une **requête écrite, datée et signée**.

Vous devez indiquer les **actes d'état civil qui doivent être mis à jour**.

Votre requête **doit être accompagnée** d'une copie de la décision en original ou en copie certifiée conforme.

La décision doit être **traduite en français**. Cette traduction est faite par un **traducteur agréé**. Les frais de traduction doivent être payés par avance.

Lors de cette démarche, vous **pouvez** également demander le **changement de nom**.

En cas de refus de transcription, vous pouvez utiliser l'une des procédures suivantes :

Assigner le procureur de la République devant le tribunal judiciaire de Nantes. La représentation par **avocat** est obligatoire.

Demander l'**exequatur** de la décision judiciaire auprès du tribunal judiciaire compétent dans le ressort de votre domicile. La procédure d'exequatur nécessite l'intervention d'un **avocat**.

Déposer une **requête en adoption plénière** devant le tribunal judiciaire compétent dans le ressort de votre domicile. Dans ce cas, l'enfant adopté portera le nom de l'adoptant. Le **changement de prénom** peut être demandé dans la requête.

Vous adressez votre requête sur papier libre ou à l'aide du formulaire cerfa n°15742.

La requête doit être déposée ou envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception au **tribunal judiciaire de votre résidence**.

Où s'adresser ?

Tribunal judiciaire

- Trouver un traducteur ou interprète agréé inscrit auprès de la Cour d'appel
- Requête en adoption plénière d'un enfant par une personne à titre individuel

Lorsque l'enfant arrive en France et qu'**aucune décision n'a été prononcée à l'étranger**, vous pouvez déposer une requête en adoption simple ou plénière devant le tribunal judiciaire.

Le tribunal compétent est celui du **ressort de votre domicile**.

S'il s'agit d'une **adoption simple** :

S'il s'agit d'une **adoption plénière** :

En cas d'**adoption plénière**, l'adopté portera le **nom de l'adoptant** et le **changement de prénom** peut être demandé.

En cas d'**adoption simple**, l'**adjonction ou le remplacement du nom de l'adopté** peut être demandé, le nom d'origine peut également être **conservé** sous certaines conditions.

La **transcription de l'adoption** est effectuée **automatiquement** par les services du procureur.

Où s'adresser ?

Tribunal judiciaire

Attention

l'**adoption plénière** ne peut être prononcée qu'après un délai de **6 mois** à compter de l'accueil de l'enfant au foyer du ou des adoptants.

- Requête en adoption simple d'un mineur par une personne à titre individuel
- Requête en adoption plénière d'un enfant par une personne à titre individuel

Adoption

Questions – Réponses

- Adoption : comment faire une demande d'agrément ?
- Adoption simple et adoption plénière : quelles différences ?
- L'avocat est-il obligatoire dans un procès civil ?

Toutes les questions réponses

Et aussi...

- Adoption
- Aide juridictionnelle des personnes résidant en France

Pour en savoir plus

- Site de l'Agence française de l'adoption (Afa)
Source : Agence française de l'adoption (Afa)
- Le processus de l'adoption internationale
Source : Ministère chargé de l'Europe et des affaires étrangères
- Fiches pays Adoption
Source : Ministère chargé de l'Europe et des affaires étrangères
- Comment adopter à l'étranger ?
Source : Ministère chargé de l'Europe et des affaires étrangères
- Guide de l'adoption internationale
Source : Ministère chargé de l'Europe et des affaires étrangères

Textes de référence

- Décret n°98-815 du 11 septembre 1998 relative à la convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale
- Code civil : articles 370-2 à 370-5
Adoption internationale
- Code civil : articles 351 à 352-2
placement en vue de l'adoption
- Code civil : article 353
Agrément
- Code civil : articles 353-1 à 354
Jugement d'adoption
- Code de procédure civile : article 1165
Procédure de consentement à adoption
- Code de procédure civile : articles 1166 à 1176
Procédure d'adoption
- Code de procédure civile : articles 1177 à 1178
Procédure de révocation de l'adoption



Luberon Monts de Vaucluse

Horaires : Lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00

Adresse : 315 avenue Saint Baldou 84300 Cavaillon

Tél. : 04 90 78 82 30